



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

filière administrative

Question écrite n° 38409

Texte de la question

M. Jean-Michel Ferrand attire l'attention de M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation sur les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des adjoints administratifs. Le décret n° 88-244 du 14 mars 1988 dispose, dans son article 2, alinéa 2, que les candidats atteints de surdité composent sur la base d'une épreuve de rétablissement de texte, en lieu et place d'une dictée. Il conviendrait que le jury puisse appliquer cette disposition aux candidats atteints de maladies dégénératives du système musculaire, ou du système nerveux central, sur présentation d'un certificat médical circonstancié d'un médecin agrée par l'administration. Il lui demande si un jury peut faire application du texte susvisé dans ce cas, et, à défaut, quelles mesures il entend prendre en vue de modifier la réglementation en ce sens.

Texte de la réponse

Des aménagements d'épreuves des concours territoriaux sont possibles en fonction du handicap présenté par le candidat. Ainsi, un candidat présentant un handicap des membres supérieurs qui l'empêche d'écrire normalement bénéficie d'un temps de composition ou de préparation majoré d'un tiers, de la possibilité d'utiliser une machine ou de l'assistance d'un secrétaire. Pour bénéficier de ces aménagements, le candidat doit être reconnu travailleur handicapé par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) du département de résidence et satisfaire à une visite médicale effectuée par un médecin assermenté désigné par l'administration et ayant son cabinet dans le département du domicile de l'intéressé. Le médecin établit un certificat déterminant, en fonction du degré d'invalidité et de la demande du candidat, de quelles conditions particulières (installation, majoration du temps, assistance) il doit bénéficier lors des épreuves. Par ailleurs, à l'issue du rapport réalisé par M. Rémy Schwartz, maître des requêtes au Conseil d'Etat sur les conditions de recrutement dans la fonction publique territoriale, le conseil supérieur de la fonction publique territoriale a mis en place, fin 1998, un groupe de travail chargé de faire des propositions sur l'ensemble des concours territoriaux. Les travaux en cours de ce groupe de travail portent plus particulièrement sur l'adaptation des épreuves de ces concours aux besoins des collectivités locales, afin de tenir compte de l'évolution des missions des agents. Les dernières réunions du groupe ont porté plus particulièrement sur les concours de la filière administrative et notamment sur les concours externe et interne d'adjoint administratif. Parmi les modifications proposées à l'issue de ces réunions, figure la suppression de l'épreuve de dictée dans ces concours, qui pouvait défavoriser des candidats présentant des difficultés d'audition. Le projet de décret intégrant cette mesure sera présenté lors d'un prochain conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Michel Ferrand](#)

Circonscription : Vaucluse (3  circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question  crite

Numéro de la question : 38409

Rubrique : Fonction publique territoriale

Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Ministère attributaire : fonction publique et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 décembre 1999, page 6937

Réponse publiée le : 10 juillet 2000, page 4177